



29 novembre au 3 décembre

CONCLUSION

Congrès de Porticcio 2021

Chers et chères camarades,

Il me revient la difficile tâche de conclure ce congrès. Tache rendue encore plus compliquée puisque, confinée, j'ai suivi ce congrès en visio et je n'ai pas participé aux moments informels... mais je vais me lancer quand même.

La tâche est difficile car il faut être à la hauteur de l'enjeu et celui-ci n'est pas des moindres. Porter le poids historique du SNEP-FSU avec dans la salle plusieurs anciens militants et secrétaires généraux dont on connaît le travail accompli, et accepter cette transmission dont je sais qu'elle s'effectue dans un contexte politique et syndical particulier, ne se fait ni sans inquiétude, ni sans questionnement, mais j'y reviendrai plus tard.

Difficile car je ne goûte guère au terme de conclusions, j'aurais tendance à penser, à espérer que chaque conclusion de ce type d'événement est une porte ouverte vers l'avenir et j'espère que ce qui a été tracé durant ce congrès nous le construirons ensemble.

Bien évidemment, il manquera des éléments, des sujets. Il faut faire des choix mais la première chose que je voudrais vous dire, même si nous avons pu ressentir quelques tensions dues au contexte politique comme au contexte sanitaire, c'est que je suis persuadée que notre profession, notre syndicalisme, porte en lui quelque chose d'original, lié à la notion de collectif qui résonne en chacun-e d'entre nous de façon si particulière. C'est par les espaces de débats que sont les congrès, qu'en 2004, après La Londe les Maures, j'ai mesuré à quel point le SNEP était divers, mais aussi à quel point il pouvait se rassembler et rassembler. Nous avons toutes et tous notre place ici. Chaque intervention, chaque contribution est importante, elles font la richesse des débats, elles fondent nos revendications et sont notre force. Avec des textes adoptés à plus de 90 % chacun et plus de 96 % pour le thème 4, nous ne pouvons que nous féliciter et espérer que l'avenir sera plus prometteur que celui que nous entrevoyons et que celui que l'on nous laisse entrevoir.

Vous l'aurez constaté, alors que je voulais m'attacher à l'avenir je n'en ai pas encore parlé, pourtant c'est vraiment à celui-ci que je veux m'attacher à court, moyen et long terme, en essayant de tracer à travers cette conclusion ce qui doit nous orienter. Sur ce point-là d'ailleurs, nous avons souhaité innover et ne pas écrire de texte action pour les raisons évoquées en début de congrès. Les 2 appels présentés ce matin tracent déjà une partie de notre activité syndicale ; je vais essayer à travers cette conclusion d'en donner d'autres aspects.

Nous avons, lors des différentes commissions, et Benoît l'a fait dans son introduction, retracé le contexte politique, mais il me paraît essentiel de revenir sur certains points tant les enjeux sont importants.

Nous sommes dans une année particulière puisque des élections politiques dont l'élection présidentielle se dérouleront en avril et juin 2022. Le Contexte aujourd'hui politique est fort peu réjouissant et la société s'affole. Nous faisons en 2017 l'analyse que l'extrême droite avait réussi à capter les désillusions, les aigreurs, les difficultés sociales, les peurs, avec des propositions démagogiques et une orientation faite de repli sur soi, de rejet, de dénonciation de l'autre et de xénophobie et une conception naturaliste, identitaire et propagandiste de la culture. Aujourd'hui, les 5 ans qui viennent de s'écouler, les politiques menées qui ont renforcé les inégalités, n'ont hélas ni redéveloppé l'idée de collectif, ni de solidarité. Les médias jouent sur ces inégalités en ne désignant comme coupables des maux de notre société que les immigrés et les pauvres, bénéficiant de surcroît de trop d'aides sociales ou encore la sécu, le système des retraites qui coûteraient trop cher. Stratégiquement organisée par les plus riches, cette campagne ne vise qu'à détourner l'opinion publique des réels responsables et renforcer la haine. Comment imaginer que le scandale des pandora papers se serait évaporé dans un monde où l'on chercherait à réduire les inégalités ? Cette campagne démagogiquement honteuse ne fait que renforcer le repli sur soi et favoriser l'idéologie d'extrême droite.

Mais il ne faudrait pas tomber dans le piège des sondages, des médias, ou d'une politique que l'on pense bien orchestrée qui voudrait nous laisser penser que face à l'extrême droite seule la continuité politique serait possible. Ce sont pourtant en grande partie les politiques menées depuis plusieurs décennies qui nous ont menés là, et l'objet est bien d'orienter par la peur les choix des électeurs. Par contre, ne nous leurrions pas, nous pouvons observer une réelle « droitisation » de la société, avec des surenchères existantes sur les suppressions d'emplois dans la FP, sur l'immigration, dans les discours de certains hommes et certaines femmes politiques.

Les perspectives à gauche sont, certes divisées, mais elles portent dans leurs débats une partie de nos problématiques et partagent certaines de nos valeurs. Nous devons alors pouvoir croire à certains changements, notamment en interpellant les responsables politiques. Nous devons remettre dans le débat nos questions sur les enjeux de société que sont les services publics en particulier de l'école, et en ce qui nous concerne ceux de l'EPS, du sport scolaire et du sport. Nous ne devons pas nous laisser entraîner par le désespoir qui gagne la société et nos collègues, si nous sommes là aujourd'hui, si nous militons c'est que nous sommes animés d'espoir tout de même, que nous croyons en une autre société et que notre militantisme n'est pas vain.

Lors de cette campagne notre rôle est bien d'interpeller les candidats sur la base de nos revendications, de rendre publiques leurs réponses, afin que chacun soit éclairé. Notre appel et les revendications construites pendant ce congrès devront servir de base à l'interpellation des candidats aux différentes élections.

L'ensemble des travaux de ce congrès, les différents outils déjà réalisés dans le cadre de différents événements, sont autant de points d'appuis pour les rencontres qui pourront être organisées. Quel que soit le niveau d'interpellation, cela nous permettra de mettre au cœur de la campagne les questions de l'École, de l'EPS et du Sport et nous devrons, avec la FSU, porter les questions d'ordre plus général.

En effet, ces questions doivent elles aussi être remises au cœur du débat, car les politiques menées depuis notre dernier congrès ont fortement attaqué le service public et la Fonction publique. Des changements en profondeur ont été opérés entre la mise en application de la loi de la transformation de la Fonction publique, et de nouvelles baisses d'investissements dans les services publics, notamment l'Ecole. La destruction orchestrée, progressive de nos services publics est néfaste pour notre société. Nous sommes pourtant tous persuadés ici, et cela a été prouvé à plusieurs reprises à travers plusieurs crises, qu'elles soient financières ou sanitaires, à quel point ceux-ci sont utiles et ont permis à la France de faire face. Pourtant, la crise sanitaire nous a aussi prouvé la faiblesse de notre société face à de nouveaux phénomènes. Mais là n'est pas la question. La question de l'investissement dans les services publics est une question essentielle à la préservation d'une société moins inégalitaire pour ne pas dire plus égalitaire, car l'on constate aujourd'hui à quel point les inégalités se sont accrues. La question des services publics est une question d'avenir. Investir et croire en la notion de SP c'est permettre à chacun d'accéder aux services de la santé, de l'éducation, du sport, c'est lutter contre les inégalités existantes et faire vivre la notion de solidarité. Finalement ne serait-ce pas cela les valeurs de la République ?

Ce sens du service public, cet objectif de l'intérêt général, cette notion d'égalité sur l'ensemble du territoire doivent être rappelés partout et notamment, en ce qui nous concerne, pour les services publics d'éducation et du sport.

Or, toutes les politiques menées actuellement amènent à son dysfonctionnement : suppressions massives de postes, mise en place de la réforme des lycées et des lycées professionnels, la réforme du Bac, augmentation de l'autonomie des établissements et diminution du rôle des instances, la réforme de la FDE, toutes ces réformes vont contre l'intérêt général des élèves et à l'opposé de la réussite de tous et toutes. C'est bien cette boussole Que nous devons garder en tête.

Comment ne pas craindre les annonces du 15 décembre lors du CTM consacré aux postes, je devrais dire consacré aux suppressions de postes. Celles-ci ne manqueront pas, une fois de plus, de venir percuter de plein fouet les conditions de travail comme les conditions d'apprentissage. Le SNEP a toujours mené une bataille importante sur ce sujet, nous sommes toujours à l'offensive. Profitons de ce congrès et des débats qui ont eu lieu, pour rappeler que nos actions contre les HSA, malgré les pressions exercées, contre la dégradation des conditions de travail, ne sont pas vaines même si elles sont loin d'être une garantie. Lors de ce CTM, lors des CTA, des CTSD, nous devons continuer de fournir des états des lieux de la situation de l'EPS et de l'école, remplacements non faits, BMP non assurés, compléments de service sur 3 établissements. Cette question de l'emploi doit être un élément au cœur de notre activité syndicale et le sera d'autant plus que l'on revendique plus d'EPS. Ces questions doivent absolument, dans le cadre des élections politiques, être médiatisées le plus possible pour faire connaître la réalité. C'est l'avenir de la jeunesse qui est en jeu ! Pour avoir des citoyens éclairés il faut investir dans l'éducation et la formation.

Ce n'est pas le choix qui a été opéré par nos dirigeants. Pour investir dans l'éducation et la formation il faut faire confiance au statut du fonctionnaire de catégorie A : personnel concepteur tel que nous le revendiquons ; formation et niveau de qualification reconnue aussi par le salaire ; mais aujourd'hui il y a une tout autre volonté : celle de disposer de fonctionnaires applicateurs zélés.

Je ne reprendrai pas ce qui a été écrit dans le rapport d'activité, ni même ce que nous avons pu dire dans le thème « corpo », mais ce que nous devons analyser, anticiper, c'est cette volonté maintenant assumée de détruire le statut de fonctionnaire, de détruire le paritarisme et par là même, d'attaquer notre syndicalisme, celui de la FSU et celui du SNEP : le Syndicalisme de métier. C'est sur et par le terrain que notre syndicalisme a été construit, il faut le préserver. Nous ne sommes pas des théoriciens, nous agissons avec les collègues.

Nous n'en mesurons pas encore tous les effets, mais la suppression de la majeure partie des compétences des CAP, qui place le fonctionnaire dans une dépendance vis à vis de sa hiérarchie, et les OS dans une situation d'accompagnement partiel, pourrait être mortifère pour notre syndicat si nous n'y faisons pas attention. La loi TFP pourrait avoir sur le SNEP d'autres conséquences. En effet, un autre volet va venir nous percuter de plein fouet dès l'année prochaine : la réunion des corps au sein d'une même CAP. Nous, le SNEP, forts de nos 83 % de votes aux élections professionnelles pour nos CAP, de nos 9 sièges en CAPN et de nos CAPA ultra majoritaires malgré toutes les tentatives ministérielles d'y faire entrer l'UNSA, nous allons être fondus dans la masse.

Dans cette fusion, rappelons qu'il existe des enjeux internes pour le SNEP dans la FSU que nous devons garder à l'esprit et dont nous aurons l'occasion de reparler, mais aussi à long terme, des enjeux sur notre statut particulier.

La campagne de 2022 pour les élections professionnelles débute maintenant. Les élections professionnelles de 2022 revêtent un enjeu majeur encore plus important que les autres années au regard du virage opéré par la loi TFP, enjeu pour notre profession, pour le SNEP, pour la FSU !

Nous devons, lors de toutes nos rencontres à travers l'ensemble de nos stages, faire partager nos idées et nos propositions, médiatiser nos réussites, nos événements, le SNEP comme la FSU doivent pouvoir maintenir leur score, prouver aux dirigeants que leurs tentatives ne nous désengagent pas et que la profession reste attachée à être représentée par des organisations syndicales qui défendent les intérêts de nos professions.

Bien évidemment, nous ne pouvons dissocier la question de la loi TFP, des prochaines élections professionnelles de l'enjeu de syndicalisation. Au 30 novembre, nous observions un retard de 302. Mais rien n'est joué, nous sommes encore en début d'année. Lors du thème 4, cette question a été abordée avec une attention particulière. L'adhésion est une marque de fabrique, le SNEP est un syndicat fort et envié par d'autres vu son taux de syndicalisation, mais le contexte actuel évolue et doit nous interpeller, il s'agit de ne pas nous reposer sur nos lauriers. Tout est encore possible et nous devons poursuivre et multiplier les contacts avec les collègues sur la question de l'adhésion. Le maintien et le renforcement de notre outil syndical est essentiel pour l'avancée de nos revendications.

L'appel que nous venons de voter vise à rendre public et large l'EPS grande cause nationale pour 4 heures d'EPS lancée par le SNEP en début d'année. De nombreux événements ont eu lieu et ont questionné l'EPS,

sa place dans le système scolaire et ses dérives. Nous en sommes conscients aujourd'hui, l'EPS est tiraillée entre plusieurs visions orientées par le rôle que l'on voudrait faire jouer à l'école. Il ne faudrait pas aujourd'hui, que nous, le SNEP FSU, ne soyons pas vigilants aux possibles dérives : celle de la santé à l'issue de cette crise sanitaire, celle de l'intellectualisation rattachée aux codes scolaires dans laquelle nous emmenent les programmes aujourd'hui, celle d'une EPS qui ne remplisse que des rôles sociaux. Alors que l'EPS était considérée comme une voie originale de réussite, cette intellectualisation tend à renforcer les inégalités déjà existantes et on s'éloigne de nombre de nos élèves issus des milieux défavorisés. A trop vouloir se justifier vis-à-vis des autres disciplines, l'éloignement de l'objectif culturel, du sport et la mise en avant d'autres objectifs se traduit par une perte de sens pour les élèves comme pour les enseignants. La bataille pour une EPS fondée sur son originalité existante, qui repose sur une formation sportive et artistique pour tous et toutes, doit perdurer.

Cette nouvelle disposition doit nécessairement engager des discussions sur ce qu'on apprend en EPS, sur ce qui est enseigné en formation initiale, sur ce dont nous avons besoin pour réussir, sur le rôle de l'école, sur notre mission.

Nous avons à court et moyen terme plusieurs objectifs : la refonte des programmes, la présence de notre discipline au DNB, la transformation des référentiels du baccalauréat qu'ils redeviennent nationaux.

Mais l'EPS ne va pas sans le sport scolaire. La crise sanitaire a pesé considérablement sur l'EPS et le sport scolaire. Forte de ses 1,1 millions de licenciés en 2019, elle n'en compte plus que 750 000 en 2020 et ce, malgré toute la bonne volonté des professeurs d'EPS. Nous serons vigilants sur la nomination du ou de la nouvelle directrice de l'UNSS. Nous continuerons d'agir pour que toutes les mesures soient prises, afin que les activités de l'UNSS puissent fonctionner normalement, notamment les rencontres, élément incontournable et essentiel à l'adhésion de nos élèves.

Le sport a lui aussi été confronté à la crise sanitaire et les inégalités de pratique se sont renforcées. Considérant le sport comme un élément d'émancipation nous devons, plus que jamais, agir pour que l'accès au sport soit démocratisé. Nous devons continuer de militer, de lutter pour une conception de la pratique sportive culturelle et humaniste.

Tout ceci n'est qu'un aperçu de toutes nos lourdes tâches à mener, mais si nous sommes là aujourd'hui c'est que, malgré l'immensité de la tâche, nous sommes nourris d'espoir et de certitudes sur les alternatives possibles et je crois que le SNEP c'est aussi ça. Nous croyons à une société plus égalitaire, plus juste, à la

réussite de toutes et tous, à l'accès au plus haut niveau de qualification pour former des citoyens lucides et cultivés. Nous y croyons parce que nous sommes persuadés que d'autres choix sont possibles et que là où le gouvernement affirme la contrainte de choix économiques, nous disons que les choix sont politiques. Nous avons à convaincre nos collègues.

Nous sommes souvent dans la désespérance lorsque nous parlons de la mobilisation de nos collègues ou dans la recherche de nouveaux militants. Nous avons plusieurs défis à relever, encore une fois assombris par le contexte, mais nous devons y réfléchir très sérieusement. Il y a nécessité absolue de rassembler et de transmettre. Aujourd'hui, je parlerai de l'urgence de transmission de la culture syndicale.

Aujourd'hui, tous nos dirigeants et une partie importante de la société, déconsidèrent notre profession. À défaut de nous avoir longtemps traités de nantis et de fainéants, nous sommes passés à un autre niveau autrement plus dangereux et utilisé par nos hommes et femmes politiques : un dénigrement permanent de la profession et la mise en garde permanente aux parents des dangereux profs imprégnés de culture islamo-gauchiste/wokiste/cancel culturiste ou tout autre néologisme.

Les attaques permanentes contre la profession, les pressions hiérarchiques importantes, les mises en garde à la moindre contestation ont aujourd'hui l'effet recherché. Ce qu'ils n'avaient pas gagné avant, faute de collectifs, a été rendu possible face à l'isolement des collègues, les mobilisations sont ainsi très faibles, les collègues n'osent plus. Les collectifs ont été détruits à travers de nombreux dispositifs et formes de travail renforçant les concurrences entre collègues, mais aussi à travers la réforme du lycée et surtout, en 2019, à travers la loi de la transformation de la fonction publique. Les différentes mesures portées lors des ateliers du Grenelle vont, elles aussi, dans ce sens ; il faut détruire ce qu'il reste de la notion de corps, il faut détruire ce qu'il reste de ce qui nous rassemble. Confrontés à une logique managériale de la profession, à une orientation de l'école pilotée par les finances, le SNEP lutte de manière permanente. Il est essentiel d'aller au contact avec les collègues dans les établissements, mais aussi que nous continuons de rassembler la profession à travers les journées d'actions, les stages de formation syndicale, pour informer et former sur l'histoire, l'école, sur la FP, sur l'EPS... Les stages de formation syndicale agir, GPS, sécurité/responsabilité/TZR, sont autant d'outils pour faire face aux terribles dérives managériales. Nous avons pu observer que face aux collectifs, certaines décisions avaient été revues. Faire connaître ces victoires, rompre l'isolement sont à notre portée.

C'est toujours par le collectif que l'on peut gagner. Que ce soient les collègues ou le SNEP, c'est ensemble qu'il faut agir et c'est ensemble que nous réussirons. Sans collègue dans la mobilisation, dans la construction des revendications le SNEP-FSU n'a pas le même poids.

Et l'avenir dans tout ça ?

« Enfin, comment ne pas remarquer la participation particulièrement importante de jeunes collègues, ce qui bat en brèche toutes les approches pessimistes qui voulaient que nos jeunes collègues n'étaient pas interpellés par nos questions syndicales et professionnelles ? Ce beau démenti doit nous rendre optimiste sur toutes les questions posées par le renouvellement de nos bureaux et responsabilités diverses. Plus que jamais, mettre le syndiqué au cœur du syndicat et les jeunes au cœur des responsabilités reste notre boussole qui nous permet de cueillir les premiers fruits. »

Cette phrase n'est pas de moi, à l'époque je faisais partie de ces jeunes dont Jules parle, la problématique n'est pas récente même si le contexte a changé, les politiques ayant largement renforcé l'individualisme, et faisant fi des mobilisations. Nous avons débattu dans ce congrès de l'importance d'étoffer les bureaux, de renouveler les militants, d'intégrer plus de femmes ; là encore, nous devons envisager un investissement important pour relever de nouveau le défi lancé et réussi d'anciens camarades, dans le cadre de la formation syndicale. Face aux départs en retraite d'une génération de militants, porteuse de l'histoire du SNEP FSU, la transmission de l'histoire et de la culture SNEP doit être au rendez-vous. Cet investissement humain et financier est une nécessité pour l'avenir de notre syndicat, de notre profession, de notre discipline.

Car le SNEP est l'outil de défense de la discipline, il porte depuis toujours les débats et les controverses qui traversent notre métier et il a, ces dernières années, redonné la parole confisquée aux collègues, à travers les journées de l'EPS, les soirées de l'EPS, ou encore les différentes initiatives comme les EPSiliades.

A nous peut être de nous interroger pour trouver le bon lien, celui qui permettra de nouveau de rassembler la majeure partie de la profession derrière le SNEP, sur le défi que nous nous sommes lancé des 4 heures d'EPS.

Le relever c'est relancer une nouvelle dynamique, repartir à la rencontre de la profession toujours plus largement, et notamment pour débattre du métier, il faut redonner de l'élan à notre revendication du plus d'EPS.

Du (non)syndiqué au militant, chacun a sa place et les espaces de discussion doivent être les plus nombreux possibles. Notre objet est bien de confronter les idées, d'avancer nos propositions et de faire avancer la discipline.

J'ai cherché une fin rigolote mais je n'en trouverai pas, je pourrai balancer quelques vacheries aux camarades avec lesquels je travaille ou ceux celles avec qui j'ai travaillé, mais ce n'est pas le lieu, cela pourrait surprendre au regard de cette nouvelle tâche qui m'est confiée. Je plains d'avance Benoit qui va être contraint, encore plus que maintenant, de travailler avec moi. Et je devance certaines, certains, qui diront que ce n'est pas facile tous les jours de travailler avec moi.

Mais avant de conclure, je ne peux pas ne pas dire un mot sur la question de l'égalité. Notre profession, à majorité masculine et sportive, est marquée par les stéréotypes d'une société patriarcale et les reproduit encore. Nous sommes empreints de cette marque là, dans notre syndicalisme aussi. Certaines camarades ont, depuis plusieurs années, porté ces questions de l'égalité, qu'elle soit sur le plan pédagogique, professionnel ou syndical, au sein de notre structure faisant progressivement avancer la cause. Au SNEP, depuis 2017, un groupe égalité s'est mis en place et travaille sur ces questions. Nous avons choisi de traiter la question de l'égalité à travers différents thèmes de ce congrès, mais il nous reste du chemin à parcourir dans nos pratiques professionnelles et syndicales, malgré le bond en avant. Aujourd'hui, malgré un secrétariat national encore largement masculin, nous avons réussi à élire un bureau national représentatif de notre profession 56/44, et pour la première fois un co-secrétariat général paritaire est élu. Je ne peux qu'encourager les hommes à ne pas vouloir dominer le monde, les femmes à ne pas déclinier les propositions de responsabilité qui leur sont faites, et les équipes militantes à prendre en compte la question de l'égalité à travers les décharges, la répartition, les formes de travail ou encore les horaires. Le travail débuté doit se poursuivre, la question de la place des femmes dans la société et dans notre syndicalisme, est un enjeu dans les années qui arrivent, d'autant plus si l'on écoute le discours dangereux et rétrograde de certains candidats aux élections. Nous savons que les droits gagnés pour les femmes, leur place dans la société, peuvent être remis en cause à tout moment.

J'ai sûrement fait partie des cautions féminines dans ma prise de responsabilité, mais aussi de la caution jeunes... Mon premier congrès était donc il y a 17 ans, je ne vous raconterai pas comment j'en suis arrivée là, mais j'ai commencé à militer après avoir eu quelques déconvenues avec le SNEP-FSU, je trouvais le SNEP pas assez revendicatif, c'était la fougue de ma jeunesse et 2003 !

Femme, jeune et cristolienne à l'époque, on vous propose/impose vite des responsabilités. Ai-je été trop faible en les-acceptant ? Je ne sais pas, mais j'y ai trouvé des débats passionnants sur le sens de l'école, de l'EPS. J'ai participé à un certain nombre de stages, j'ai accepté les conseils, la formation, j'ai écouté les anciens et les nouveaux pour trouver mon fonctionnement, mon identité syndicale. On ne fait pas moins bien ou mieux qu'avant, le syndicalisme comme le reste évolue et le contexte actuel est très défavorable. J'ai longtemps milité dans un établissement où la FSU trustait tout et où les élèves étaient tous aux JC. Aujourd'hui, prof dans un lycée parisien réputé, je peux vous assurer que militer dans un milieu favorable ou dans un domaine hostile ne relève pas du même engagement.

Mais c'est bien de changer on s'encroûte sinon...

C'est un nouveau défi pour vous, pour Benoit, pour moi, mais comme vous l'avez compris je crois au collectif, en nos capacités, en la capacité du SNEP à continuer de faire avancer la discipline et à défendre notre profession. Je sais pouvoir compter sur vous pour relever l'ensemble des actions, défis que nous nous sommes fixés. Nous sommes tous les acteurs et les actrices du SNEP !

Je remercie les personnels des 2 centres pour leur accueil, Corinne et Laurence pour leur efficacité durant cette semaine, Isabelle, France et Jade sans qui le SNEP tournerait beaucoup moins bien et qui sont toutes soumises au rythme infernal des militants et à leurs urgences.

Nos informaticiens Mathieu, Christophe ainsi que Manu même s'il n'est pas là.

L'Équipe de Corse et une bonne retraite à Jean Michel

Camarades, je vous souhaite un bon retour.

Coralie BÉNECH